

« SOUS NOS YEUX »

A Washington, il n'y a pas de responsable du fiasco syrien

par Thierry Meyssan

RÉSEAU VOLTAIRE | 11 FÉVRIER 2013

عربي ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÊS РУССКИЙ ENGLISH DEUTSCH



Au moment de tirer sa révérence, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a défendu son bilan dans un entretien accordé au *New York Times* [1]. Accessoirement, elle a ajouté « *off* » quelques confidences aux journalistes qui les ont glissées dans un article distinct [2].

Préoccupée de conserver ses chances pour l'élection présidentielle de 2016, elle s'est efforcée de rejeter la responsabilité de son échec en Syrie sur le président Barack Obama. A l'issue de deux ans de guerre secrète, les groupes armés chargés de justifier une intervention de l'OTAN, puis à défaut de renverser eux-mêmes le régime, ont perdu leur aura de « *révolutionnaires* » pour apparaître comme des fanatiques. Toujours vivant et en place, le président Bachar el-Assad est plus que jamais incontournable. La diplomatie US qui annonçait chaque semaine la « *chute du tyran* » est ridiculisée, tandis que la Russie et la Chine, qui l'ont giflée par trois fois avec leurs vetos, sont les grands gagnants.

Tout cela provient, selon la secrétaire d'Etat sortante, de ce que l'on ne l'a pas écoutée. Avec son ancien ennemi, devenu son allié, le directeur de la CIA David Petraeus, elle avait soumis à la Maison-Blanche, fin juin 2012, un plan de soutien militaire aux groupes combattants. Mais le président Obama, uniquement préoccupé par sa réélection, l'a lâchement rejeté au profit du Communiqué de Genève négocié par Kofi Annan.

Il se serait agi de reprendre les choses en main car elles étaient mal sous-traitées par la France, le Royaume-Uni et les Etats du Golfe. Ceux-ci se sont appuyés sur de repoussants jihadistes. Au contraire, la secrétaire d'Etat oeuvrait à « *créer une opposition légitime qui eut servie, au travers de négociations, à délégitimer le président el-Assad* ». Pour réparer les erreurs des sous-traitants, elle avait donc proposé que les Etats-Unis arment et encadrent directement les groupes combattants.

Durant son audition par la Commission des Forces armées du Sénat, le chef d'état-major Martin Dempsey a confirmé l'existence de ce plan. Il a ajouté que le secrétaire à la Défense Leon Panetta et lui-même y étaient favorables.

La vérité est moins élégante. En admettant qu'elle a travaillé à renverser le régime en créant « *une opposition légitime* », c'est-à-dire « *démocratique et multiconfessionnelle* », Madame Clinton admet qu'il n'y en avait pas et qu'il n'y en a toujours pas. Plus, elle admet que la légitimité était et reste du côté du président el-Assad.

En faisant publier qu'elle a présenté un plan d'intervention au président Obama en juin, elle admet qu'elle a toujours été opposée au Communiqué de Genève. Et tout porte à croire que c'est bien elle et David Petraeus qui l'ont saboté à l'époque. Contrairement à ce qu'elle déclare, les préoccupations électorales de Barack Obama ne l'ont pas poussé à rejeter le plan, mais à ne pas sanctionner immédiatement ceux qui ont saboté le Communiqué de Genève. La Maison-Blanche a donc attendu le lendemain de la victoire électorale pour contraindre le général Petraeus à la démission. Peut-être a-t-elle aussi pris l'initiative qui s'imposait pour neutraliser Hillary Clinton et la tenir un long mois loin de son

bureau.

Les révélations du général Dempsey à propos de son soutien et de celui de Léon Panetta visent, elles aussi, à ouvrir le parapluie. Cependant, comme leurs responsabilités sont différentes, ils le font d'une autre manière. Pour eux, déclarer qu'ils étaient prêts à intervenir montre qu'ils n'ont pas failli et ne sont aucunement responsables du fiasco. En réalité, ce sont eux qui ont, après les vetos russes et chinois, validé l'analyse selon laquelle on pouvait renverser le régime syrien en utilisant des « contras » à grande échelle.

Quoi qu'il en soit, le fait que les dirigeants sortants à Washington cherchent à se justifier confirme que la page est tournée. Obama change d'équipe et de politique.

Thierry Meyssan

Source
Al-Watan (Syrie)

[1] « [Interview With Hillary Clinton](#) » par Michael R. Gordon et Mark Lander, *The New York Times*, 2 février 2012.

[2] « [Backstage Glimpses of Clinton as Dogged Diplomat, Win or Lose](#) » par Michael R. Gordon et Mark Lander, *The New York Times*, 2 février 2012.

Source : « A Washington, il n'y a pas de responsable du fiasco syrien », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 11 février 2013, www.voltairenet.org/article177455.html